

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UGITECH

Avenue Paul Girod
73400 Ugine

Références : PRICAE-26-006
Code AIOT : 0006104505

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement UGITECH implanté Avenue Paul Girod 73400 Ugine. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de contrôle sur les émissions industrielles d'AOF (fluor organique adsorbable), en déclinaison du plan d'actions interministériel sur les PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UGITECH
- Avenue Paul Girod 73400 Ugine
- Code AIOT : 0006104505
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société UGITECH à Ugine, filiale du groupe Swiss Steel, est spécialisée dans la fabrication de fils et barres en acier inoxydable. La production annuelle est de l'ordre de 200 000 tonnes. L'établissement comporte :

- une aciérie électrique comprenant deux fours, un convertisseur pour décarburation et mise en nuance, une métallurgie en poche et une coulée continue verticale ;
- un ensemble de laminage-tréfilage des blooms issus de la coulée continue ;
- une chaîne de décapage avec mise en œuvre de solution aqueuse d'acide fluorhydrique (HF);
- des ateliers finisseurs.

L'établissement est localisé au sud de la commune d'Ugine, à l'aval des gorges de l'Arly, en bordure de la RD 1212. Il s'étend sur 37 hectares le long de l'avenue Paul Girod. Son environnement proche, périurbain, comprend notamment dans un rayon de 500 mètres une quinzaine d'établissements recevant du public dont une école et une grande surface commerciale.

Le site relève du régime de l'autorisation (établissement Seveso seuil haut) au titre de la rubrique 4110 (stockage d'acide fluorhydrique) de la nomenclature des installations classées. Son fonctionnement est encadré par l'arrêté préfectoral du 30 août 2019 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface
- Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	3 mois
2	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
3	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	6 mois
10	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
6	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
7	6. Mesures de	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	suppression/réduction	25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	
8	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
9	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 30/08/2019, article Annexe 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée dans le cadre d'une action nationale de contrôle sur les émissions industrielles d'AOF (fluor organique adsorbable) avait pour objectif de comprendre les origines potentielles d'AOF et de PFOA dans les rejets du site et d'évaluer l'exhaustivité et la pertinence des actions.

L'inspection a mis en évidence que la ou les sources de l'AOF et du PFOA quantifiés sur cinq points de rejet différents du site n'ont pas été identifiées. Des questions se posent également sur certains résultats d'analyses réalisées en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Les investigations doivent se poursuivre, notamment auprès des fournisseurs et via des mesures complémentaires afin de pouvoir confirmer dans un premier temps la présence de PFAS dans les rejets et essayer de comprendre leur origine.

Un projet d'APC est proposé à Madame la Préfète en ce sens.

Par ailleurs, sur la thématique de la sobriété hydrique, il a été mis en évidence un non-respect de la valeur de consommation spécifique applicable au site, pourtant supérieure à la valeur de l'arrêté ministériel du fait d'une dérogation du site. Si cette non-conformité est confirmée et avérée, il convient que l'exploitant propose un plan d'action de remise en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté en format informatique le plan 900960 avec tous les réseaux de toutes les natures dans sa version S du 22/04/2025. La dernière modification de la couche relative aux réseaux d'eau date du 7 juillet 2020 quand la répartition par bassin versant a été ajoutée. Les bouches d'eaux pluviales constatées rive gauche de l'Arly pendant la visite ne figurent pas sur le plan, ni la canalisation qui envoie les effluents en provenance du laminoir vers le bassin dit « PH10 » avant de retraverser le pont au-dessus de l'Arly pour être rejeté via le point de rejet 9. Le séparateur/décanteur en sortie du bassin « PH10 » n'y figure pas non plus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande 1 : L'exploitant met à jour le calque relatif aux réseaux d'eau et traitement associé afin de prendre en compte les remarques formulées ci-dessus. Il veille à la tenue à jour de ce plan.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Comme mentionné dans le plan d'actions transmis en avril 2025, une vérification des composés

figurant dans les fiches de données sécurité par comparaison des codes CAS avec la base OCDE a été réalisé. L'exploitant a indiqué que la base de données intègre les produits utilisés depuis plus de 20 ans et tient ainsi compte des usages passés.

Plus de 400 fournisseurs figurent dans la base de données. Ces derniers n'ont pas été contactés afin de les interroger sur la présence de PFAS dans leur produit. Il n'y a aucune exigence de préciser dans la FDS la présence de PFAS dans les produits. **Par conséquent, il convient de se faire confirmer auprès des fournisseurs de la présence ou non dans leurs produits.**

Vis-à-vis des produits de lutte anti-incendie (émulseur), l'exploitant a indiqué avoir recensé un additif neutralisant pour émanations toxiques dont la FDS mentionne la présence de tensioactif fluorés comprenant des substances PFAS sans précision complémentaire. Ce produit serait uniquement mis en place en surface en cas d'épanchement de produits chimiques. Dans la pratique, celui-ci est donc très rarement utilisé. Les quantités sur site sont 80 litres dans le fourgon incendie et 60 litres dans un local. **Il convient de se faire préciser la nature des PFAS contenus dans le produit par le fournisseur ou par la réalisation d'analyses.**

Les autres émulseurs utilisés sont garantis sans fluor à l'exception d'un émulseur « hydropol 6 » pour lequel la présence de PFAS n'est pas connue. **Il convient de s'assurer de la présence ou non de PFAS dans cet émulseur, soit en contactant le fournisseur, sans en réalisant des analyses sur ce dernier.**

En ce qui concerne les extincteurs, un additif (90 mL) est rajouté dans les extincteurs à eau pulvérisée pour en améliorer l'efficacité. La FDS de cet additif fait référence à la présence d'un surfactant fluoré (entre 5 et 10%) dans le mélange. L'exploitant indique que ces extincteurs sont positionnés exclusivement au sein des bâtiments administratifs pour un usage limité en intérieur. Ils sont également utilisés (en faible quantité) lors de formations incendie. Il précise que la zone de formation est bien définie et sans connexion avec les réseaux du site. Il a pu être constaté lors de la visite que cette zone est non imperméabilisée. L'exploitant a indiqué que la capsule d'additif sera désormais retirée des extincteurs pour les formations.

Il convient de se faire préciser la nature des PFAS contenus dans l'additif par le fournisseur ou par la réalisation d'analyses.

Enfin, au vu de la quantification d'AOF et de PFOA inexpliquée, **il paraît pertinent d'aller plus loin dans les investigations et de recenser les canalisations, réservoirs et emballages composés ou revêtus de PFAS polymères ainsi que les matériaux comportant des PFAS polymères susceptibles de produire des particules par tout type de dégradation (thermique, mécanique, chimique...) qui seraient collectées par les réseaux d'eau (bande transporteuse revêtue de PTFE notamment).**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 2 : L'exploitant continue ses investigations sur l'utilisation et la présence de PFAS et lesquels sur son site en interrogeant ses fournisseurs et en recensant, au-delà des produits chimiques, les autres usages de matériaux comportant des PFAS polymères (canalisation, joint, réservoirs...). Délai : 3 mois

Demande 3 : Pour les produits identifiés comme contenant de PFAS (neutralisant et additif) ou susceptible d'en contenir (émulseur hydropol 6), l'exploitant interroge ses fournisseurs ou réalise des analyses des produits afin de déterminer les types de PFAS contenus. Délai : 3 mois

Observation 1 : Sur la base de ces investigations complémentaires, la liste exigée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sera mise à jour. Ces demandes sont retranscrites dans l'article 3 du projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint à ce rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>UGITECH relève de l'arrêté du 20 juin 2023 au titre de la rubrique 3260 (Traitement de surface de métaux) pour laquelle il est soumis à autorisation.</p> <p>En application de cet arrêté, il a donc réalisé 3 campagnes de mesures de PFAS les 23 janvier 2024, 14 février 2024 et 27 mars 2024.</p> <p>Il a réalisé ces campagnes sur 8 points de surveillance : canal 10, canal 11, canal 13A, canal 2A, canal 2C, canal 6, canal 7 et canal 9. Ces campagnes ont bien été déclarées sur GIDAF.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 30/08/2019 liste 17 points de rejet référencés en annexe V. Lors de l'inspection, l'exploitant a été interrogé sur le choix des points de rejet sur lesquels les mesures ont été réalisées et le type et la nature des effluents rejoignant chaque point de rejet ont été balayés. Ce site historique dispose de nombreux points de rejets où différentes natures d'effluents se rejoignent (non ségrégation des réseaux eaux pluviales/eaux vannes/eaux industrielles).</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés par le laboratoire IRH dont l'attestation d'accréditation à date au titre de la norme NF EN ISO/IEC 17025 a été vérifiée sur le site du COFRAC. L'attestation disponible couvre la période actuelle et non celle relative à la période pendant laquelle ont été réalisés les prélèvements. Le rapport d'essai mentionne quelles prestations ont été réalisées sous accréditation (température et prélèvements sauf point 6, débit hors accréditation). L'exploitant n'a pas été en mesure lors de l'inspection de justifier les raisons de ces rendus de prestations hors accréditation.</p> <p>Les analyses ont été sous-traitées à Eurofins Centre Est SAS qui lui-même a sous-traité certaines analyses à Eurofins Hydrologie Est/ Maxeville. En effet, Eurofins Centre Est SAS ne dispose pas d'accréditation pour la plupart des paramètres analysés. Il a été relevé que, pour la première et la deuxième campagne, certaines analyses de PFAS ont été rendues avec réserves sur les résultats et retrait d'accréditation, par exemple pour la deuxième campagne pour l'intégralité des PFAS</p>

<p>analysés sur 5 points de rejets et pour le PFOA sur les points de rejet 2C, 7 et 13A.</p> <p>De plus, lors de la première campagne, une contamination des blancs de prélèvement a été relevée sur les rejets 2A et 9 (les concentrations mesurées des blancs de prélèvement ont été soustraites des concentrations mesurées dans l'échantillon).</p> <p>L'exploitant n'avait pas identifié ces réserves sur la qualité des analyses qu'il a fait réaliser.</p> <p>Ces éléments interrogent sur la fiabilité de certains des résultats rendus pour la première et la deuxième campagne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande 4 : L'exploitant justifie la ou les raisons pour lesquelles les mesures de débit sont rendues hors accréditation ainsi que les prélèvements du rejet 6. Délai : 3 mois</p> <p>Observation 2: Compte tenu des écarts constatés lors d'au moins deux campagnes de mesures, il est proposé à la signature de madame la préfète un projet d'arrêté préfectoral complémentaire (voir pièce jointe) pour la réalisation de trois nouvelles campagnes de mesure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Rejets aqueux de PFOS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les analyses de PFOS réalisées sont toutes inférieures à la limite de quantification de 100 ng/L imposée dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2					
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF					
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.					
Constats : Lors des 3 campagnes d'analyse : - de l'AOF a été détecté aux points de rejet 7 et 10 lors de la 2eme campagne et aux points de rejet 2A, 11 et 9 lors de la 3eme campagne - seul un PFAS a été quantifié lors de la 3eme analyse, le PFOA sur le point de rejet 9 Les valeurs mesurées sont récapitulées ci-dessous ainsi que les flux correspondant calculés automatiquement par GIDAF à partir des débits renseignés :					
Point de surveillance	Date de prélèvement	Paramètre (code SANDRE)	Résultat	Unité	Flux massique (g)
canal 10	14/02/2024	AOF (8986)	23	µg/L	16,17
canal 7	14/02/2024	AOF (8986)	120	µg/L	16,56
canal 2A	27/03/2024	AOF (8986)	4,2	µg/L	9,18
canal 11	27/03/2024	AOF (8986)	52	µg/L	4,84
canal 9	27/03/2024	AOF (8986)	2,5	µg/L	0,17
canal 9	27/03/2024	PFOA (5347)	0,16	µg/L	0,01
 La teneur maximale mesurée en AOF (120 µg/L) est au canal 7. L'exploitant a indiqué que la valeur de débit indiquée pour le canal 7 était une valeur mise par défaut identique pour les 3 campagnes (138 m³/jour) ne correspondant pas au rejet réel (non mesuré). Interrogé sur la source possible d'AOF au niveau des installations raccordées au point de rejet 7, il a indiqué que le point 7 recevait des débordements de station d'eau de l'ébaucheur et des eaux pluviales. Il n'a pas investigué de façon précise sur la zone la présence possible de composés fluorés. Le PFAS mesuré, le PFOA, est un composé PFAS dont l'utilisation et la fabrication sont interdits depuis 2020 au niveau international. Une valeur sanitaire maximale a été établie en 2017 par					

l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) pour l'eau potable ; elle est de 0,075 µg/L. Une concentration de 0,160 µg/L a été mesurée au niveau du canal 9, ce qui représente une teneur significative.

Le canal 9 correspond à la sortie d'un décanteur déshuileur hors sol (mis en place récemment) afin de traiter les eaux sales du laminoir collectées dans un bassin extérieur (bassin « phi0 » cf premier point de contrôle). Les eaux en provenance d'un bassin étanche situé plus haut en amont sur la rive gauche de l'Arly au niveau de la zone de manutention d'huile du quai dit Louis Blanc rejoignent aussi le bassin PHI0. **Compte tenu de la diversité des huiles déversées dans ce bassin et de la détection de PFOA dans le canal du rejet 9, l'inspection estime pertinent de réaliser des mesures des PFAS et de l'AOF dans ce bassin.**

Lors de la visite des installations, les inspecteurs se sont rendus au niveau de ce bassin et du décanteur/déshuileur hors sol, qui était en bon état. L'exploitant a indiqué que le décanteur/déshuileur n'a pas été curé récemment mais fait l'objet de contrôles internes réguliers. Aucun relevé de maintenance préventive n'a toutefois été présenté.

L'exploitant a indiqué en suite d'inspection qu'une opération de vérification sera programmée début 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 5 : l'exploitant doit investiguer plus précisément l'origine possible de l'AOF et du PFOA mesurée en sortie de ses installations en focalisant sur les zones incriminées et réalisant des analyses et recherches complémentaires. Délais 6 mois

Observation 3 : il convient de mettre en place une maintenance préventive du décanteur/déshuileur ainsi que des bassins PHY0 et Louis Blanc afin de vérifier notamment leur étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Constats : En réponse à la demande en date du 6 février 2025, l'exploitant a transmis par courrier du 22/04/2025 un plan d'actions, complété par courrier en date du 31/07/2025. De plus, des échanges complémentaires ont eu lieu par mail dans le courant de l'été. L'exploitant considère dans ces derniers qu'il n'est pas nécessaire d'aller plus loin dans la mesure où : <ul style="list-style-type: none">- il n'a pas identifié de produit contenant des PFAS sur son site,- l'AOF n'a pas été mesuré plus d'une fois supérieur à la limite de quantification sur le même point,- la mesure en PFOA est proche de la LQ de l'AM (0,1 µg/L). L'inspection ne partage pas cette analyse. Comme détaillé dans la fiche n°3, il est nécessaire d'aller plus loin dans la caractérisation des produits en interrogeant les fournisseurs et caractérisant les émulseurs (utilisés en exercice sur une zone non revêtue en rive gauche de l'Arly entre les n°3 bassins susmentionnés). Comme détaillé dans la fiche 2, certains résultats d'analyses posent question. Enfin, la LQ de l'AM pour les PFAS (0,1 µg/l) ne correspond pas à l'état de l'art en vigueur (0,01 µg/L voire moins) ni aux valeurs sanitaires. Par conséquent, il convient que l'exploitant complète son plan d'action et notamment ses investigations afin d'identifier l'origine de l'AOF et PFOA mesurés et confirme le caractère ponctuel ou récurrent de ces composés dans les rejets par des analyses complémentaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation 4 : Au vu des éléments relevés lors de l'inspection, l'exploitant complète son plan d'action et notamment ses investigations afin d'identifier l'origine de l'AOF et PFOA mesurés et confirme le caractère ponctuel ou récurrent de ces composés dans les rejets par des analyses complémentaires. Les réponses seront apportées selon les modalités définies par l'arrêté préfectoral complémentaire proposé à la signature de madame la préfète de la Savoie
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : L. 110-1 : 1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable. L. 523-6-1 / La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées. Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.
Constats : L'exploitant est encore à la phase d'investigation et de confirmation de la présence et nature de PFAS sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Lors de l'inspection du 27/09/2023, il a été relevé que les compteurs étaient relevés mensuellement et non quotidiennement comme exigé par l'AM du 2/2/98. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que les compteurs de prélèvement étaient relevés quotidiennement, mais il n'a pas pu les présenter lors de l'inspection. Les relevés du mois de novembre ont été transmis par mail du 15 décembre 2025.

Par ailleurs, lors des échanges l'exploitant a indiqué que la surveillance de ces relevés ne permettait pas d'identifier une fuite potentielle sur le réseau interne de l'usine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 5 : L'exploitant informera l'inspection des dispositions mises en place (relevés, indicateurs, suivi, etc.) pour permettre la détection rapide d'une fuite significative au sein de l'établissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2019, article Annexe 4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés

Prescription contrôlée :

Intitulé de l'activité	Volume maximal autorisé en m ³ par an
Prélèvements⁸ (en m³/an) d'eau dans	
la prise d'eau de l'Arly ⁹ sur conduite EDF ou au seuil des Mollières ¹⁰	5 475 000
le Nant Blanc	4 300 000
les sources de Banges et Mollières	150 000
le réseau public	5 000
Total maximal autorisé tout prélèvement confondu (hors prélèvement destinés aux sites industriels alimentés en eau par la société UGITECH) ¹¹	4 300 000
Rejet dans les eaux douces superficielles de l'Arly (volume hors eaux pluviales)	4 050 000
Rejet dans les eaux douces superficielles de La Chaise (volume hors eaux pluviales)	250 000
Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles de l'Arly	Surface imperméabilisée du site : 28,394 ha

Constats :

De manière générale, l'exploitant respecte les limites des valeurs de prélèvement fixées par son arrêté préfectoral d'autorisation. Il est à noter que, même si le site ne fonctionne pas à sa production maximale, les limites de prélèvement de l'arrêté préfectoral d'autorisation semblent nettement supérieures aux besoins, notamment compte tenu des actions de sobriété hydrique déjà réalisées.

À titre d'exemple, en 2024, il a été déclaré dans GEREP un prélèvement de 2 901 091 m³ en eau

<p>superficielle (même valeur dans le PSH) pour une autorisation de 4 300 000 m³. Pour les prélèvements sur le réseau d'AEP, il a été consommé 735 m³ pour un maximum annuel de 5 000 m³ autorisé.</p> <p>Aussi, les déclarations réalisées dans le fichier GEREP et dans le PSH sont cohérentes.</p> <p>Au vu de l'écart important entre l'autorisation de prélèvement et le prélèvement réel, une mise à jour de cette autorisation de prélèvement par arrêté préfectoral complémentaire est envisagée à l'issue des principales actions engagées dans le cadre du plan Eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Sobriété hydrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion économe de l'eau dispositions prises pour économiser la ressource</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant avait transmis, au préalable, son PSH mis à jour avant la visite.</p> <p>Il a été présenté les actions de réduction de la consommation d'eau réalisées en 2025 et les projets prévus pour 2026.</p> <p>Ainsi, pour 2025, Ugitech a réalisé pour 3 000 euros de travaux en installant une vanne pour piloter plus finement les entrées d'eau destinées au refroidissement des transformateurs PARA 2. Les économies d'eau attendues sont d'environ 3 000 m³. Les réglages de cette modification étaient encore en cours le jour de l'inspection et les gains attendus ne seront pas possibles à court terme.</p> <p>Pour 2026, il est prévu deux projets pour un investissement total de 66 000 euros :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une modification visant l'optimisation des débits d'eau d'entrée des transformateurs PARA. Économie attendue : 79 000 m³ ; • une mise en configuration initiale des transformateurs Blooming et la récupération dans la bache pour alimenter le refroidissement du four AEG. Économie attendue : 158 000 m³. <p>Par ailleurs, les inspecteurs ont demandé à consulter les données de suivi de la consommation spécifique (CS) d'eau de l'atelier de traitement de surface. Ugitech bénéficie d'une dérogation à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées. Ainsi, le site est autorisé jusqu'à une valeur de 23 L/m²/fonction de rinçage (contre 8 dans l'arrêté ministériel du 30/06/2006).</p> <p>Depuis 2022, le site ne respecte pas cette limite, avec des valeurs pouvant ponctuellement dépasser 30 L/m²/fonction de rinçage. L'exploitant n'a pas pu apporter d'explications sur les</p>

modalités de suivi de cette CS ni sur les dérives constatées.

L'exploitant a précisé que la fiche de calcul devait être remise à jour et que des investigations allaient être engagées pour identifier les causes de ces dérives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 6 : l'exploitant doit transmettre, sous un délai de trois mois, la nouvelle fiche de calcul (format xls) ainsi que la valeur de la CS recalculée.

Demande 7 : Si l'écart est confirmé, l'exploitant doit transmettre, sous un délai trois mois, un plan d'action permettant de revenir à la conformité pour son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois